



AMBASSADE DE SUISSE
EN ESPAGNE

J.11.- I/w.

RAPPORT POLITIQUE N° 2

L'agitation politique à
l'Université de Madrid.

M. le Chef de D.

MADRID, le 2 mars 1965

Zurbano, 25, Tel. 2.24.23.51

en						a'a
Da m						8.3
V a						<i>H</i>
E+D		8. März 1965				
Ref. J.A. 21.31. Madrid						

Monsieur le Conseiller Fédéral,

La presse étrangère parle beaucoup, ces jours-ci, des manifestations organisées par les étudiants universitaires de Madrid, qui ont provoqué des interventions massives de la police et la fermeture des facultés de Philosophie et de Médecine. On m'assure du reste qu'à l'Université de Barcelone des faits analogues se sont produits.

Je voudrais éviter de faire ici une longue chronique des événements puisque vous pouvez la lire, par exemple, dans la NZZ des 26 et 27 février, pour me borner aux conclusions essentielles.

L'agitation chez les étudiants universitaires, à Madrid, dure depuis plus de deux ans, mais elle n'a jamais donné lieu à une explosion comme celle qu'on observe depuis quelques jours. Précisons tout d'abord que les étudiants qui s'agitent sont environ trois mille, auxquels il faut ajouter encore trois mille sympathisants, donc six mille sur trente mille inscrits aux diverses facultés. Ceux qui ne manifestent pas ce sont des jeunes gens qui ne désirent pas être mêlés à la politique, ou qui obéissent à leurs parents, ou qui viennent d'arriver de la campagne et sont encore timides, etc. Ceux qui manifestent, le font pour obtenir la liberté d'enseignement, la liberté de discussion, la liberté d'association et

Monsieur Friedrich T. W a h l e n ,
Conseiller Fédéral,
Chef du Département Politique Fédéral,
B e r n e

4c.



de se désolidariser du syndicat officiel (S.E.U. Syndicat des étudiants universitaires) et se trouvent donc en opposition ouverte contre les méthodes du régime. Ils sont soutenus en cela par un petit nombre de professeurs. Il ne semble pas que des organisations du dehors soient à l'origine de ce mouvement, mais il est hors de doute que les ennemis du régime à l'extérieur chercheront à utiliser pour leurs buts, l'agitation à laquelle je me réfère, ce qui, non seulement n'aidera pas les étudiants madrilènes, mais leur nuira grandement puisque les autorités espagnoles pourront ainsi facilement attribuer la conduite des étudiants à certains groupes communistes étrangers, avec les conséquences que cela comporte.

J'ai tenu à examiner à fond la question, avec un étudiant qui est sur le point de terminer ses études d'économie politique, qui est très sérieux, dont je connais la famille (libérale mais pas très à gauche) et qui est un des dirigeants du mouvement. Il m'a exposé en résumé ceci: les troubles de ces derniers jours sont survenus parce que, les autorités ayant défendu une conférence d'un des professeurs de la faculté (organisée du reste par l'assistant ecclésiastique de la faculté) sur la démocratie, deux-mille étudiants, conduits par quatre professeurs, se sont réunis en "assemblée générale libre" et ont formulé quatre revendications précises: "Syndicats universitaires libres, amnistie pour les étudiants sous enquête, liberté d'expression pour les professeurs et les étudiants, liberté d'association pour l'Université espagnole et solidarité avec les travailleurs opprimés". Après cela, les étudiants ont formé un cortège (2 à 3 mille) pour aller présenter au recteur un écrit contenant ces revendications. Ils ont choisi cette procédure solennelle - me dit mon informateur - pour obliger enfin les autorités à prendre position et à ne pas se borner à punir quelques étudiants et à laisser le problème en l'état. Le cortège a été arrêté par la police qui s'est con-

duite contre les étudiants et les professeurs d'une façon brutale. On dit même qu'il y aurait eu un blessé grave. D'après le correspondant de la N.Z.Z. qui a assisté à la manifestation, les étudiants ont gardé un calme et un ordre exemplaires. Cette manifestation n'ayant pas pu atteindre son but, les étudiants en organisèrent d'autres les jours suivants. Ce matin, par exemple, le centre de la ville était plein de gendarmes qui gardaient toutes les rues et qui ont dispersé sans difficulté les six-cents étudiants qui manifestaient, mais sans les chefs et les professeurs.

Ces événements ont provoqué une énorme impression dans tout le pays et la presse n'a pas pu les ignorer. Malheureusement le Gouvernement a réagi d'une façon trop nerveuse, en fermant deux Facultés et en retirant la carte d'identité au correspondant de "Le Monde", un journaliste espagnol très connu et très discuté, ce qui pourrait amener la presse étrangère à exagérer la portée de la crise qui trouble la politique intérieure espagnole. Cette crise pose plusieurs questions dont voici les principales:

I.- Pourquoi les étudiants protestent-ils actuellement avec une force inusitée et avec à la fois une impatience et une décision auxquelles on n'était pas habitués?

A cela on me répond: les étudiants actuels constituent en réalité la première génération qui n'a connu ni la guerre civile, ni ses conséquences les plus sanglantes. Ils ne comprennent pas pourquoi l'Espagne doit être régie par une dictature et ses citoyens doivent être privés des libertés fondamentales. Les étudiants désirent que les Espagnols puissent vivre et se mouvoir comme les citoyens des pays occidentaux. En plus de ça, ils sentent profondément l'inquiétude qui tourmente tout le pays devant le fait que le général Franco devient vieux et ne fait absolument rien pour qu'un régime acceptable lui succède. On a vu que les éléments de la Démocratie Chré-

tienne qui ont fait connaître leurs vœux et leur programme il y a quelques semaines, ont dû et doivent agir dans la clandestinité et ne peuvent rien faire pour l'avenir politique du pays. L'université vivote dans l'indifférence, la majorité des étudiants étant encouragés à ne vivre que pour s'amuser et se préparer tant bien que mal à une profession. Tout est gris et incertain en Espagne, politiquement parlant: il faut que les intellectuels se réveillent. L'université n'est pas quelque chose qui se trouve en dehors de la société, elle en fait partie, se solidarise avec elle et doit penser à l'avenir du pays, contre le Gouvernement qui a essayé de la neutraliser et de la tuer moralement. Des étudiants conscients ne peuvent pas ignorer la suprême préoccupation de la nation qui se trouve devant l'avenir politique le plus incertain. Pour cela les étudiants dignes de ce nom, bougent. Ils ne sont poussés par aucune organisation du dehors, ils ne sont pas communistes.

II.- Qu'attendez-vous de votre activité que les autorités appellent subversive? je leur demande. "Malheureusement pas grand-chose dans l'avenir immédiat. Les autorités disposent de tous les moyens pour nous réduire à l'impuissance. Déjà en fermant les facultés et en menaçant les étudiants de perdre ainsi une année, elles ont mis contre nous toute la masse des parents. Mais notre action n'aura pas été inutile: bien au contraire. Vous avez vu que déjà une certaine partie de l'opinion publique donne raison aux étudiants et que même dans la presse on affirme que quelques unes de nos revendications sont justifiées. Cela est énorme dans le climat espagnol d'aujourd'hui, tellement énorme que le Syndicat universitaire phalangiste officiel, le S.E.U., vient de publier dans son journal (l'"Arriba") que depuis longtemps il sollicitait des réformes! Nous sommes donc dans le juste. Nous avons la preuve que nous avons interprété les sentiments du pays en exigeant la liberté et des mesures en vue d'une continuité politique

pacifique après la disparition du chef actuel de l'Etat. Qu'on fasse ou non droit à quelques unes de nos exigences dès aujourd'hui, cela n'a qu'une importance relative. Le fait est qu'il semble bien que pour la première fois depuis la révolution, le Gouvernement n'étouffe pas tout simplement la voix de l'opposition: il accepte une certaine discussion même dans la presse. Nous en sommes très fiers. Les quatre professeurs qui nous ont ouvertement soutenus, auront quelques difficultés, mais n'oubliez pas que le plus important, Aranguren, a derrière lui les Jésuites ce qui n'est pas un mince appui."

Je pense que les étudiants sont dans le vrai. Lors des grèves de 1963-64, je vous ai écrit qu'un vent nouveau soufflait sur l'Espagne. On l'arrêta alors, mais apparemment seulement: les étudiants viennent de lui imprimer un rythme plus dynamique. Une bonne partie de la bourgeoisie les désapprouve car elle ne peut pas oublier les horreurs de la révolution: pour elle, tout ce qui va contre le régime sent l'extrême gauche et le danger; elle souhaite qu'après Franco, l'Armée lui succède avec les mêmes méthodes; elle ne se rend pas compte qu'un tel régime ne serait pas viable à la longue. Mais une partie du pays raisonne d'une autre façon et voudrait que l'Espagne trouve une voie plus conforme à celle de l'Occident. Il est frappant par exemple de constater à quel point le jeune clergé se sépare de ses aînés pour tout ce qui concerne le plan social et la politique: ses idées sont tellement avancées que les gens se demandent avec inquiétude si ces jeunes prêtres ne deviennent pas dangereux. Depuis longtemps l'Eglise tend à se désolidariser du régime, comme je l'ai relevé dans plusieurs rapports.

L'agitation dans l'université, un peu partout en Espagne, mais surtout à Madrid, n'est qu'un nouveau signe que les choses changent lentement dans la Péninsule. Il faut espérer que le général Franco finisse par s'en rendre compte et qu'il ait le temps d'employer son prestige à rendre moins difficile

et dangereuse une succession qui ne cesse d'éveiller de fortes préoccupations. On craint d'ailleurs beaucoup, en Espagne, que de prochaines grèves ouvrières de protestation contre la hausse du coût de la vie, viendront compliquer encore davantage les problèmes qui se posent au Gouvernement.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral,
l'assurance de ma haute considération,

L'Ambassadeur de Suisse:

Funari